



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement du Centre

Parçay Meslay, le 21 NOV. 2010

EXCERPTS

Document

Unité Territoriale d'Indre et Loire

INSTALLATIONS CLASSEES

Société OREP PACKAGING

Commune de LOCHES

Proposition d'un arrêté préfectoral
d'autorisation

LSE Chassanié 6167 (Société) SYL Loches 711 - OREP Packaging 001 - APIA PAUTOE
cours/Rapport CODENST OREP 1.doc

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé dans le cadre d'une régularisation administrative d'activités d'impression sur films plastiques par héliogravure et par flexographie,

Par lettre en date du 6 avril 2010, , agissant en qualité de
de la société OREP PACKAGING, dont le siège social est situé Zone Industrielle Vauzelles sur le territoire de la commune de LOCHES (37600), a sollicité la régularisation des activités d'impression sur films plastiques par héliogravure et par flexographie que cette société exerce à la même adresse. La régularisation porte sur la mise en place d'une nouvelle unité d'impression par flexographie et sur l'augmentation des quantités de liquides inflammables ainsi que sur l'extension des bâtiments de production et le projet d'un nouveau bâtiment de stockage.

A cet effet, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter, comportant notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été initialement déposé en préfecture d'INDRE-ET-LOIRE le 16 juin 2009 puis complété le 16 avril 2010 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 9 novembre 2010.

Un plan du site est joint en annexe du présent rapport.

.../...

Horaires d'ouverture : 09h00-12h00 / 14h00-16h00
25-26 rue des Allées
ZA n° 2 des Allées
37210 PARCAY MESLAY
Tél : 02 47 46 47 00 - Fax : 02 47 44 66 34
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

1.1.1 Tableau de classification selon la nomenclature des ICPE

Les installations visées par le présent rapport relèvent du régime de l'autorisation, prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Affectation	A,DC D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
1432	2a	A	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	En réservoirs aériens à axe horizontal : - 1 cuve d'acétate d'éthyle de 38 m ³ ; - 1 cuve d'alcool éthylque de 30 m ³ ; - 1 cuve de solvants usés de nettoyage de 30 m ³ . Au niveau du local encres : - stockage de 50 tonnes - stockage de solvants divers (1 m ³)	Capacité équivalente susceptible d'être stockée	> 100	m ³	149	m ³
2450	2a	A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles etc. utilisant une forme imprimante Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage	3 unités d'héliogravure 3 unités de flexographie	Quantité totale de produits consommée pour revêtir le support	> 200	kg/j	3 500	kg/j
2584	1	A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	2 unités de nettoyage clichés flexographie de 125 litres ; 2 machines à laver équipements héliogravure de 1050 et 850 litres.	Volume des cuves de traitement	> 1500	l	2150	l
2661	2a	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) Par tout procédé	Découpage de matières plastiques	Quantité de matière susceptible d'être traitée	≥ 20	t/j	26	t/j

			exclusivement mécanique (sclage, découpage, meulage, broyage, etc.),						
3670		A	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation	3 unités d'héliogravure 3 unités de flexographie	capacité de consommation de solvant organique	> 150 kg/h ou > 200 t/an		2420 t/an	
1158	B2	DC	Emploi ou stockage de diisocyanate de diphenylméthane (MDI)		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	> 2 ≤ 20	t	4,4	t
2683	2c	D	Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	Entreposage de films plastiques (matières premières et produits finis imprimés)	Volume susceptible d'être stocké	≥ 1000 ≤ 10000	m³	8000	m³
1412		NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	Bouteilles de gaz propane	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	≤ 6	t	0,26	t
1532		NC	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues	Palettes : 20 m³ Déchets de bois : 1 benne de 15 m³	Volume susceptible d'être stocké	≤ 1000	m³	35	m³
2810		NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement,	Aérothermes	Puissance thermique maximale de l'installation	≤ 2	MW	0,27	MW

			en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes						
2025		NC	Ateliers de charge d'accumulateurs		Puissance maximale de courant continu utilisé pour cette opération	≤ 60	kW	27	kW

A : autorisation ; D : déclaration

Volume : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

1.1.2 Directive IED (Directives sur les émissions industrielles)

Le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 a transposé les dispositions du chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) – dite « directive IED » -.

Le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 a modifié la nomenclature des installations classées afin de créer des rubriques en 3XXX relatives aux activités relevant de la directive IED.

Ainsi l'établissement relève de la rubrique n° 3670 relative au « traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 160 kilogrammes par heure ou à 200 tonnes par an », sous le régime de l'autorisation ;

La directive IED reprend tous les grands principes de la directive IPPC, notamment la nécessité d'un permis unique intégrant les rejets dans tous les milieux, sa révision périodique et également la nécessaire recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) pour les processus de production.

Ces dispositions sont prescrites au chapitre 9.4 du projet d'arrêté.

1.2 Description de l'établissement

La société OREP PACKAGING est spécialisée dans l'impression sur films plastiques soit par héliogravure (impression en creux) soit par flexographie (impression en relief). Elle dispose pour ce faire de 3 unités d'héliogravure et de 3 unités de flexographie. L'établissement dispose également de 4 installations de nettoyage : 3 installations fonctionnant avec des solvants organiques (acétate d'éthyle et « polywash ») dédiés aux lignes d'impression et au nettoyage des clichés, et depuis 2009, 1 machine de nettoyage des cylindres de transfert d'encre, fonctionnant par projection de micro-billes de silice dans une cabine de nettoyage fermée.

Le principe de la flexographie consiste à utiliser un cliché en polymère sur un cylindre préalablement encré, en contact par rotation avec le support à imprimer. Le principe de l'héliogravure consiste quant à lui à utiliser un cylindre gravé qui est trempé dans un encrier ; les alvéoles du cylindre sont alors remplies d'encre qu'elles viennent apposer sur le support à imprimer. Les encres utilisées sont soit des encres solvantées soit des encres aqueuses.

Le site est implanté au Nord-Ouest de la commune de LOCHES, au niveau de la zone industrielle de Vauzelles, sur les parcelles cadastrales n° 779, 780, 1479 et 1605 de la zone Uc du Plan Local d'Urbanisme, zone destinée à accueillir « des activités de toute nature ». Y sont admises les

installations classées sous réserve qu'elles ne présentent pas pour le voisinage immédiat de risques ou de nuisances particulières.

Le site, d'une superficie totale de 53 233 m², est notamment constitué des bâtiments suivants :

- un bâtiment administratif ;
- un bâtiment production rassemblant notamment les lignes de flexographie et d'héliogravure ;
- un bâtiment de stockage des matières premières réceptionnées
- un bâtiment de stockage des encres ;
- un bâtiment d'entreposage des cylindres d'impression.

Le bâtiment de stockage des produits finis n'est pas construit à la date du présent rapport.

L'environnement proche est le suivant :

- au nord du site : la société CLOUE à 20 mètres des limites de propriété ainsi que des habitations du lieu-dit « le bas village » (à 70 mètres) ;
- au Nord-Est et à l'est : diverses entreprises, un centre d'aide par le travail implanté en limite de propriété et une habitation en limite de propriété ;
- au Sud-Ouest : diverses entreprises ;
- au Sud : la route nationale n°143 puis des habitations (à 70 mètres) ;
- à l'Ouest : des terrains agricoles.

1.3 Présentation de la demande

La société OREP PACKAGING dispose d'un arrêté préfectoral en date du 18 juillet 2003 autorisant l'exploitation de 3 unités d'héliogravure et 2 unités de flexographie. Ses activités ayant évolué depuis cette date par la mise en place d'une unité de flexographie et d'unités de nettoyage supplémentaires (engendrant ainsi une augmentation de la production du site de 33%) et par l'augmentation des capacités de stockage d'encres et de produits finis, l'exploitant a déposé en avril 2010 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter auprès des services de Monsieur le Préfet d'INDRE-ET-LOIRE afin de régulariser la situation administrative de ses activités.

1.4 Cadre administratif de l'instruction

Compte tenu du caractère substantiel des modifications apportées par l'exploitant aux activités de son établissement et en application des dispositions de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été déposé en préfecture, suivi d'une enquête publique ; cette procédure étant réglementée par les articles R.512-2 et suivants du code précité.

1.5 Maîtrise de l'urbanisation

La régularisation des activités exercées par la société OREP PACKAGING est compatible avec son environnement actuel, compte tenu du fait qu'au regard des mesures techniques et organisationnelles mises en place par l'exploitant, les effets thermiques létaux liés aux différents scénarii d'incendie modélisés dans l'étude de dangers sont confinés à l'intérieur des limites de propriété. Les zones des effets thermiques irréversibles ne dépassent quant à elles que de quelques mètres les limites de propriété de l'établissement. Au regard de la réglementation afférente aux études de dangers, le risque est jugé acceptable.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale a émis le 22 novembre 2010 un avis sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Cet avis de l'autorité environnementale a conclu que « l'examen des effets du projet sur l'environnement (étude d'impact et étude de dangers), la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement ainsi que la définition des mesures de suppression et de réduction des incidences du projet sur l'environnement sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet ».

2.2 Enquête publique

L'arrêté préfectoral du 5 janvier 2011 a prescrit une enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la société OREP PACKAGING. L'enquête s'est déroulée du 1^{er} février au 1^{er} mars 2011 inclus dans la commune de LOCHES ; les communes de BEAULIEU-LES-LOCHES, CHANCEAUX-PRES-LOCHES et CHAMBOURG-SUR-INDRE étant par ailleurs situées dans le périmètre d'affichage de l'avis au public prévu à l'article R.512-14 du Code de l'Environnement.

Le registre d'enquête publique tenu dans la commune de LOCHES ne fait état d'aucune observation.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

Dans son rapport en date du 16 mars 2011, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter présenté par la société OREP PACKAGING, considérant notamment que :

- « les impacts des activités de l'entreprise sur l'environnement sont clairement définis et les mesures prises pour les traiter sont bien définies ;
- les risques de dangers dont principalement celui d'incendie, seul potentiellement important, sont bien pris en compte et les moyens de prévention et de protection prévus pour y faire face sont en mesure de limiter efficacement les conséquences ;
- les risques de pollution accidentelle par écoulement des eaux sont également bien pris en compte et correctement traités ;
- les effets potentiels des activités de l'entreprise sur la santé des populations riveraines sont pratiquement nuls ;
- l'augmentation de la production n'aura pas d'impact significatif sur le trafic généré par l'entreprise dans la zone industrielle et sur les axes routiers environnants ».

2.4 Avis des conseils municipaux

Dans sa délibération en date du 14 février 2011, le conseil municipal de CHAMBOURG-SUR-INDRE a émis un avis favorable sur le dossier.

Dans sa délibération en date du 7 mars 2011, le conseil municipal de CHANCEAUX-PRES-LOCHES a indiqué « ne pas s'opposer à cette extension d'activité ».

A la date du présent rapport, les avis des conseils municipaux des communes de LOCHES et de BEAULIEU-LES-LOCHES n'ont pas été communiqués à l'inspection des installations classées.

2.6 Avis des services consultés

2.5.1 Avis de l'Agence Régionale de Santé

Par courrier en date du 6 janvier 2011, l'Agence Régionale de Santé a émis la remarque suivante : « Eu égard à l'absence de valeur toxicologique de référence dans les différentes bases de données existantes, pour les produits émis dans l'atmosphère (éthanol et acétate d'éthyle), il n'est pas possible de procéder à une évaluation des risques liés à cette activité. Il conviendra que le pétitionnaire respecte les normes qui lui seront prescrites par arrêté ».

2.5.2 Avis de la Direction Départementale des Territoires

Par courrier en date du 28 janvier 2011, la Direction Départementale des Territoires a émis un avis favorable au dossier assorti des remarques suivantes :

- « le projet de construction d'un bâtiment supplémentaire est autorisé au regard du règlement du PLU et les éléments de l'étude d'impact montrent la compatibilité avec les dispositions du document d'urbanisme. Le PLU rappelle que l'édification de clôtures est soumise à déclaration préalable. Par conséquent, la paroi de protection contre les effets thermiques en limite de propriété Sud-Ouest du site qui est partiellement mise en place doit faire l'objet d'une demande d'autorisation d'urbanisme » ;
- « la commune de LOCHES est concernée par le risque mouvement de terrain dû au retrait-gonflement des argiles en aléa nul à moyen sur l'ensemble de son territoire. Le site étudié se situe en aléa moyen. Il convient donc de mentionner au maître d'ouvrage que les conséquences de la survenance de ce risque potentiel peuvent être évitées par la mise en œuvre de mesures constructives adaptées » ;
- « le trafic routier lié aux activités de la société est notable et influe sur le niveau du trafic routier local. Cependant, la proximité de grands axes telle la RD943 limite les perturbations éventuelles » ;
- « des mesures de bruit ont été réalisées en mai 2007 mettant en évidence un dépassement des niveaux sonores comparés aux niveaux limites exigés dans l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1997 (il s'agit en fait de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997). Toutefois, il n'existe pas d'urgence enregistrée dans les zones à urgences réglementées, les critères sont donc respectés » ;
- « la gestion des eaux pluviales et d'extinction d'incendie ont fait l'objet de réflexions qui ont conduit à la réalisation d'un bassin de retenue de confinement équipé d'un décanteur-séparateur et d'une vanne d'obturation en sortie. Il serait opportun de clore cet espace qui est libre d'accès depuis le domaine public, notamment pour des raisons de sécurité ».

Les deux premiers alinéas concernent des dispositions du Code de l'urbanisme qui ne peuvent être prises en compte dans le projet d'arrêté préfectoral.

Les observations relatives au bruit et au bassin de confinement ont quant à elles été prises en compte dans les articles 6.2.2, 6.2.3 et 7.7.6 du projet d'arrêté joint en annexe au présent rapport.

2.5.3 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par courrier en date du 31 janvier 2011, le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'INDRE-ET-LOIRE a formulé les préconisations suivantes :

- « créer un mur coupe-feu autostable d'une hauteur minimale de 3 mètres en limite de propriété, soit à 21 mètres de distance du mur du bâtiment de stockage de matières premières (zone 2), afin que les flux thermiques de 3 et 6 kW/m² ne sortent pas des limites de propriété ;
- renforcer le mur coupe-feu existant d'une hauteur de 2 mètres situé au Nord-Est du bâtiment des encres afin que les flux thermiques de 3 kW/m² n'atteignent pas le bâtiment tiers du Centre d'Aide par le Travail ;
- assurer la temporisation de l'extinction à mousse pendant au moins 30 minutes ;

- doter le stockage de solvants d'un volume d'émulseur de 2 m³ ;
- équiper les Robinets d'Incendie Armés d'une réserve de 50 litres d'émulseur dans la partie héliogravure et flexogravure de l'atelier de production ;
- installer des explosimètres reliés à un dispositif d'alarme dans la partie héliogravure et flexogravure de l'atelier de production ;
- créer une plate-forme de 12 m³ pour la mise en aspiration d'une motopompe dans la réserve incendie de 400 m³ ; élargir le chemin d'accès à 1,80 mètre pour permettre le passage d'un dévidoir ;
- s'assurer que les commandes de désenfumage de l'ensemble des bâtiments soient situées à proximité des accès utilisés par les services de secours ;
- veiller à ce que la voie engin située entre le bâtiment de production et le stockage des encres ne comporte aucun stockage ».

2.5.4 Avis de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Par courrier en date du 1^{er} février 2011, la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi a indiqué que le dossier « n'attire pas de remarque particulière » si ce n'est que « la notice d'hygiène et sécurité présente dans le dossier fait état de l'existence d'un CHSCT alors qu'à ce jour, aucune instance n'est connue de nos services ».

2.5.5 Avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

Dans son courrier en date du 20 décembre 2010, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC) souligne que « la société OREP PACKAGING se situe sur une commune qui est concernée par un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles Inondations, risques de mouvements de terrain et par la traversée d'une canalisation de transport de gaz naturel haute pression ».

Aucune prescription ou recommandation particulière n'est formulée par le SIDPC par rapport à ces deux risques potentiels.

2.5.6 Avis du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Dans son courrier en date du 25 janvier 2011, le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine indique que « les installations sont situées en dehors des espaces protégés et qu'au titre de l'intégration harmonieuse des bâtiments dans les perspectives architecturales et paysagères, il conviendrait de remplacer la teinte bleue proposée par une teinte gris-brun ou gris anthracite plus en rapport avec les tonalités paysagères environnantes. »

2.5.7 Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Dans son courrier en date du 17 janvier 2011, la Direction Régionale des Affaires Culturelles indique que « ce dossier ne donnera pas lieu à prescriptions archéologiques en application de l'article L.622-2 du Code du Patrimoine ».

2.6 Réponse apportée par le pétitionnaire

Les avis des services ont été communiqués au pétitionnaire par courriel en date du 18 avril 2011.

Par courrier en date du 3 mai 2011, celui-ci a notamment apporté les éléments de réponse suivants aux préconisations formulées par le SDIS :

- un mur coupe-feu de 3 m en limite de propriété a été créé ;
- une plate-forme d'aspiration de 12 m² a été mise en place ;
- un nouveau chemin d'accès a été réalisé pour le passage du dévidoir ;
- les commandes de désenfumage sont bien situées à proximité des issues de secours ;
- la voie engins située entre le bâtiment de production et le bâtiment de stockage des encres est toujours libre et des panneaux ont été apposés « ne pas encombrer accès pompiers » ;

Les études relatives :

- à la création d'un mur coupe-feu d'une hauteur de 4 mètres protégeant l'ESAT des flux thermiques du bâtiment d'encres ;
 - à l'extinction par mousse sur les cuves de solvants ;
 - à l'équipement des RIA avec une réserve de 50 litres d'émulseur dans la partie impression ;
 - à la mise en place d'explosimètres dans la partie impression ;
- ont été lancées.

La mise en place des explosimètres, ainsi que celle des RIA avec une réserve de 50 litres d'émulseur dédiée, ont été constatées lors de l'inspection du 16 décembre 2011.

L'exploitant a par la suite indiqué à l'inspection la mise en service de l'extinction par mousse sur les cuves de liquides inflammables le 16 avril 2013.

Suite à l'étude, l'exploitant a confirmé que la création du mur coupe feu protégeant l'ESAT présente des difficultés de faisabilité (espace disponible, moyens de levage). Le projet d'arrêté prescrit cependant la réalisation de ce mur ou de tout autre dispositif permettant d'atteindre cet objectif.

Compte tenu des éléments de réponse transmis par l'exploitant et des constats effectués par le service d'inspection de la DREAL, les préconisations du SDIS ont notamment été reprises aux articles 7.7.3, 7.3.2.6, 7.5.5.1 et 8.1.4.2 du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

3 MESURES PRISES POUR PRESERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par le pétitionnaire, les impacts prévisibles de l'installation sur l'environnement et les mesures envisagées pour les limiter sont les suivants :

3.1.1 Impact sur l'eau

L'alimentation en eau du site est assurée par le réseau communal de LOCHES. Les différentes utilisations de l'eau sur le site, dont la consommation annuelle est d'environ 1 200 m³, sont principalement l'usage domestique (sanitaires) et le nettoyage des sols des ateliers par auto-laveuse.

Le site est à l'origine des rejets d'eaux suivants :

- eaux usées : eaux domestiques et eaux de lavage des sols ;
- condensats d'air comprimé ;
- eaux pluviales de toitures ;
- eaux pluviales de ruissellement sur les stockages et les aires imperméabilisées.

Les eaux usées sont collectées puis envoyées pour traitement vers la station d'épuration communale via le réseau communal eaux usées. Les condensats d'air comprimé pouvant être chargés en résidus huileux sont traités par des unités de filtration pour captation des hydrocarbures puis évacués vers le réseau communal eaux usées.

Les eaux pluviales de toitures et de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées sont quant à elles collectées puis rejetées dans le réseau communal pluvial situé le long de la route de Vauzelle après passage dans deux séparateurs à hydrocarbures. En cas de déversement accidentel, un système de by-pass permet de fermer le séparateur d'hydrocarbures et de rediriger les effluents vers le bassin de rétention qui est muni d'un obturateur.

Les modalités de traitement des rejets d'eaux ont été reprises à l'article 4.3.5 du projet d'arrêté préfectoral.

A noter que le site n'est situé sur aucun périmètre de protection rapprochée d'un captage d'alimentation en eau potable.

3.1.2 Impact sur l'air

Les sources d'émissions atmosphériques du site sont principalement liées à l'activité même d'impression exercée par l'établissement qui est à l'origine d'émissions de composés organiques volatils (liées à l'utilisation d'encres et de solvants de dilution et de nettoyage).

Au cours de l'année 2008 (soit avant la mise en place de la nouvelle unité de flexographie), la quantité d'encres utilisée était de 634 tonnes (soit 398 tonnes de solvants) et la quantité de solvant de dilution et de nettoyage était de 930 tonnes, soit une quantité totale de solvants organiques de 1 328 tonnes. Consécutivement à la mise en place de cette nouvelle unité et à l'augmentation de la production, la quantité d'encres utilisée en 2009 était de 743 tonnes (soit 470 tonnes de solvants) et la quantité de solvant de dilution et de nettoyage était de 1 092 tonnes, soit une quantité totale de solvants de 1 562 tonnes.

En 2012, 1 715 tonnes de solvants organiques ont été consommées et 204 tonnes de solvants ont été rejetées à l'atmosphère dont 192 tonnes dans les émissions diffuses. En comparaison aux années précédentes, il est observé une augmentation de la consommation de solvants organiques mais une diminution des émissions totales. La part d'émissions diffuses reste toutefois très élevée. Les unités d'impression de l'établissement ainsi que trois installations de nettoyage (la 4^{ème} étant fermée) sont connectées à un dispositif de traitement des gaz résiduels : un épurateur thermique régénératif. Ce dernier permet de réduire et de contrôler la quantité de COV émise à l'atmosphère, le rendement étant de 99 %.

Les résultats des mesures réalisées en sortie de cet épurateur et figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter mettent en évidence une conformité des rejets aux valeurs limites définies par la réglementation en vigueur (arrêtés préfectoraux du site et arrêté ministériel du 2 février 1998) ainsi qu'aux niveaux d'émission associés à l'emploi des meilleures techniques disponibles (MTD) définies dans le BREF STS (niveaux d'émissions compris entre 10 et 20 mg/Nm³).

La mise en place d'une nouvelle unité de flexographie couplée à l'augmentation de la production n'a pas eu d'impact sur la qualité des rejets atmosphériques.

Les modalités de traitement et de surveillance des rejets atmosphériques sont reprises au titre 3 et à l'article 9.2.1 du projet d'arrêté.

L'exploitant réalise annuellement un Plan de Gestion des Solvant (PGS) afin de quantifier les émissions diffuses et canalisées.

3.1.3 Bruit

Les émissions sonores du site sont liées aux extracteurs en toiture, aux compresseurs d'air, à l'unité de réfrigération et au trafic routier.

Une mesure acoustique a été réalisée en mai 2007 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter ; celle-ci met en évidence :

- pour la période diurne, un respect des niveaux limites admissibles en limite de propriété définis par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 ainsi que du critère d'urgence dans les zones à urgence réglementées ;
- pour la période nocturne, un dépassement du niveau limite admissible en limite de propriété en un point de mesure et un respect du critère d'urgence.

Le projet d'arrêté préfectoral fixe en son article 6.2.2 les niveaux maximums admissibles en limite de propriété et en son article 9.2.4 les modalités d'autosurveillance. Ainsi, il est demandé à l'exploitant de réaliser une mesure de la situation acoustique dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral, puis tous les 3 ans.

3.1.4 Gestion des déchets

Les principaux déchets dangereux générés par les activités du site sont liés aux activités de production et sont des solvants de nettoyage usagés et des emballages souillés.

L'ensemble des déchets produits par le site est soit valorisé lorsque cela est possible soit éliminé vers des filières autorisées.

Ces points sont prescrits dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

3.1.5 Transports

Dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le pétitionnaire estime le trafic moyen quotidien lié à l'activité du site :

- à 15 poids lourds, ceux-ci étant utilisés essentiellement pour la livraison des matières premières et l'expédition des produits finis ;
- à 100 véhicules légers pour la circulation du personnel de l'établissement.

Au regard du trafic lié à la route nationale n°143 (1 000 poids lourds par jour) et à la route départementale n° 760 (300 poids lourds par jour), qui sont les principaux axes routiers utilisés pour accéder au site, l'impact de la société OREP PACKAGING apparaît limité.

3.1.6 Conditions de remise en état du site

En cas de cessation d'activité, l'exploitant indique que les dispositions suivantes seront notamment mises en place :

- évacuation des produits dangereux et déchets présents sur le site ;
- vidange et démantèlement des réservoirs de stockage de liquides inflammables ;
- vidange et démantèlement des lignes d'impression ;
- conservation voire mise en place de moyens de limitation des accès.

3.1.7 Impact sur la santé

L'étude d'impact sanitaire figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter montre que les risques sanitaires dus à l'établissement et liés aux impacts mentionnés ci-dessus sont acceptables.

3.1.8 Risques

L'étude des dangers incluse dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter indique que les principaux risques liés aux activités du site sont :

- l'incendie du bâtiment de stockage des matières premières ;
- l'incendie du bâtiment de stockage des produits finis ;
- l'incendie du bâtiment de stockage des encres ;
- l'incendie de la zone de stockage des solvants.

Un certain nombre de dispositions est prévu pour prévenir ces risques : fractionnement des zones de stockage, permis de feu en cas de travaux par point chaud, interdiction de fumer sur le site, moyens incendie (extincteurs, installation de sprinklage, détection automatique d'incendie...),...

Les modélisations réalisées pour les 4 scénarii d'accident précités montrent que les zones d'effets thermiques létaux restent confinées à l'intérieur des limites de propriété ; à l'inverse, les zones d'effets thermiques irréversibles des bâtiments de stockage des matières premières et des produits finis sortent de quelques mètres, sans toutefois impacter de bâtiment (Voie de circulation de MEROT SODEX et partie engazonnée des établissements CHOLLET au Sud-Ouest, ESAT au Nord-Ouest).

Bien qu'au regard des critères de détermination de la gravité des effets d'un accident définis par la circulaire du 10 mai 2010 et de la grille de criticité retenue par l'exploitant, les différents scénarii d'accident soient jugés acceptables dans l'étude de dangers, l'exploitant a mis en place, conformément aux préconisations du SDIS (cf. paragraphe 2.5) des murs coupe-feu en limite de propriété afin de confiner les zones d'effets à l'intérieur du site. Un des murs préconisés (côté ESAT) n'a pas été mis en place par l'exploitant pour des raisons de faisabilité technique. Aussi, il est prescrit à l'exploitant dans le projet d'arrêté la construction de ce mur, ou la mise en place de tout autre dispositif permettant d'atteindre le même niveau de protection.

En ce qui concerne la ressource en eau et pour faire face au scénario d'incendie majorant, les besoins ont été estimés à 240 m³/h. Le site est équipé de deux réserves de 420 m³ (pour l'extinction automatique « sprinklage ») et 800 m³ ainsi que de poteaux incendie délivrant un débit de 60 m³/h. Concernant le recueil des eaux d'extinction, le site est équipé d'un bassin de confinement d'un volume de 1 300 m³.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 « relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées » prévoit la mise en place d'évents sur les réservoirs de liquides inflammables (solvants et résidus) qui le nécessitent, pour palier un risque d'explosion par pressurisation lente. Cette disposition est prescrite dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les dispositions détaillées dans le dossier de demande d'autorisation relatif à la régularisation des activités exercées par la société OREP PACKAGING ainsi que les précisions apportées par le pétitionnaire suite aux avis émis lors de la consultation des services administratifs intègrent les précautions nécessaires à la protection de l'environnement et à la sécurité des biens et des personnes, liées aux incidents prévisibles des installations.

Des mesures compensatoires ont été ou seront mises en place par le pétitionnaire afin de limiter les nuisances et les risques générés par l'installation. Ces mesures, ainsi que les observations et demandes formulées au cours de la consultation administrative, sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe du présent rapport.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées considère que le pétitionnaire a prévu les mesures compensatoires nécessaires afin de limiter les risques et d'en maîtriser les conséquences.

5. CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, des avis formulés et des réponses du demandeur, l'inspection des Installations Classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis à vis de l'environnement et des tiers et de limiter les risques lors de l'exploitation des installations par la société OREP PACKAGING sur son site d'implantation de LOCHES.

Dans ces conditions, l'inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet d'INDRE-ET-LOIRE d'autoriser les activités prévues par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

Ce projet d'arrêté est joint en ce sens en annexe du présent rapport.

En application de l'article R 512-25 du Code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques doit être consulté sur ce projet.

